

47, QUAI DES GRANDS AUGUSTINS
75006 PARIS (FRANCE)

tél. (1) 633.42.47
ccp. 1248.74.N Paris

DU MARDI AU VENDREDI:
9H-12H / 14H-18H30

D 717 BOLIVIE: LE REGIME MILITAIRE
VU PAR LES MILITAIRES

Depuis le coup d'Etat du général Garcia Meza du 17 juillet 1980 (cf. DIAL D 644), l'image de marque du régime n'a cessé de se dégrader. Une répression très dure - "à l'argentine" - et des accusations répétées de trafic de drogue ont contraint le gouvernement à un remaniement ministériel le 26 février 1981. Le colonel Arce Gómez, principal accusé dans l'affaire du trafic de drogue, était écarté du pouvoir. En mai dernier, deux tentatives de coup d'Etat menaçaient directement le général Garcia Meza. Le 26 mai, celui-ci annonçait sa démission du commandement en chef de l'armée et ajoutait qu'il renoncerait à la présidence de la République le 6 août prochain.

La gravité des accusations de trafic de drogue ressort du premier document confidentiel que nous publions ci-dessous. Signé par trois officiers généraux, ce texte émane du "Conseil national de consultation et de législation", ou CONAL. Sa teneur a été connue en avril 1981.

Le second document émane de la Centrale ouvrière bolivienne, ou COB, la puissante organisation lourdement affectée par la répression actuelle. Ses responsables établissent la liste des préalables à toute prétention d'ouverture démocratique de la part du gouvernement actuel.

Note DIAL

1- Rapport militaire

L'ISOLEMENT DIPLOMATIQUE DE LA BOLIVIE

A titre d'introduction, nous avons le devoir d'apporter les éclaircissements suivants.

Le document que nous offrons à la considération de cet Honorable Conseil (1) obéit simplement au désir de contribuer à ce que le gouvernement suprême de la nation reprenne la direction dont il semble avoir dévié, de façon à atteindre effectivement les objectifs qui sont à la base de la révolution du 17 juillet dernier.

Nous ne sommes poussés par aucune animosité de subalterne, mais uniquement par le souci de contribuer au maintien du prestige gouvernemental et militaire, tellement mis en doute ces temps derniers.

C'est ainsi que la décision des forces armées de la nation de prendre la responsabilité historique de gouverner le pays le 17 juillet 1980, reposait sur le ferme propos d'éviter le chaos, l'anarchie et la destruc-

(1) Le Conseil national de consultation et de législation, ou CONAL (NdT).

tion ainsi que l'affrontement entre Boliviens. C'était un mouvement qui répondait au besoin d'éviter l'assujettissement à l'extrémisme international. Ce faisant, les forces armées ont respecté leur serment de sauver la Bolivie, en comptant pour cela sur l'appui unanime du peuple. Cette décision, fondée sur les sentiments et idéaux les plus nobles, s'est soldée par un échec sensible en raison de facteurs qui ont précipité l'isolement diplomatique du pays et l'éloignement de ses amis traditionnels.

Développement

La Bolivie est dans un difficile état d'isolement international. Les Etats-Unis, le Groupe andin, certains membres de la Communauté économique européenne et d'autres pays se maintiennent dans une attitude d'intransigeance. Les efforts isolés de notre gouvernement pour briser cet encerclement ont lamentablement échoué. On n'a pas motivé, ni même choisi ainsi qu'on le devait, les émissaires privés qui, uniquement préoccupés de faire du tourisme aux frais de l'Etat, avançaient des interprétations rapides sans effet pratique aucun.

Au cours des six premiers mois du gouvernement militaire, le ministère des affaires étrangères a abdiqué ses fonctions en permettant qu'un autre organisme mène une action parallèle, mais sans conséquences positives. Des mois ont ainsi passé sans que des résultats aient pu être obtenus dans le domaine diplomatique.

Ainsi, le Saint-Siège, dont l'attitude semblait ouvrir des perspectives encourageantes, est revenu à son attitude rigide en raison des regrettables événements du 29 décembre de l'année dernière, quand s'est produite l'attaque contre le journal catholique "Presencia". A peine la mauvaise impression produite s'était-elle dissipée, qu'eurent lieu les faits sanglants du 15 janvier de cette année, quand plusieurs personnes ont été tuées dans des circonstances pas encore dûment éclaircies (2).

Ces deux événements se sont soldés par un recul dans l'activité diplomatique bolivienne, laquelle se caractérise d'ailleurs par son inefficacité.

Le pays a été soumis à une offensive violente, habilement menée de l'étranger par l'extrémisme international qui bénéficie d'importantes ressources financières. La situation de la Bolivie a fait l'objet des distorsions les plus grandes sans que les autorités de la nation se fussent préoccupées de rectifier à l'étranger, de façon opportune, la campagne de mensonges et d'inexactitudes. De la sorte la diplomatie bolivienne, en l'absence de toute orientation, s'est maintenue dans un silence regrettable. L'image de marque du nouveau gouvernement s'est présentée avec un caractère des plus sombres.

Si l'offensive s'était limitée au seul plan politique, il n'aurait pas été difficile de prouver la fausseté des allégations de l'extrémisme. On a ouvertement lancé contre le nouveau gouvernement des accusations beaucoup plus graves qui n'ont pas été opportunément démenties. Pour l'heure, l'opinion publique internationale a l'impression que le régime bolivien est financé et soutenu par le trafic de la drogue. Il

(2) Il s'agit de l'assassinat de neuf dirigeants de gauche, froidement perpétré par les forces de l'ordre. Cf. DIAL D 695 (NdT).

faut reconnaître que les relations internationales d'un pays constituent un facteur décisif de sa stabilité, de sa paix intérieure et de son développement. La moindre altération de ce facteur a de profondes répercussions sur la politique étrangère.

On observe actuellement une grave crise interne; elle appelle une solution immédiate si l'on veut mettre fin à la quarantaine internationale. Les faits négatifs, faciles à prouver et qui relèvent du domaine public, sont les suivants:

- a) les accusations contre certains membres des forces armées, accusations selon lesquelles ils sont impliqués dans le trafic de drogue;
- b) la violation des droits de l'homme;
- c) l'interruption du processus démocratique.

La Bolivie subit les effets de l'insistante dénonciation de participation active, de la part des membres des forces armées, au trafic de drogue. Les enquêtes sont concluantes, précises quant aux noms et agissements. La presse internationale, des sources gouvernementales étrangères et divers moyens de communication mettent en évidence, avec profusion de faits, ceux qui seraient impliqués dans cette activité criminelle.

La campagne est menée dans tous les continents et influe puissamment dans le sens de l'isolement de la Bolivie. Il est vrai que ce mur a été partiellement démantelé grâce à la reconnaissance de pays importants (Brésil, Argentine, Uruguay). Mais d'autres pays (Pérou et Colombie) ont scandaleusement, sur la base des convenances de l'heure, pris des positions qui ne peuvent être considérées comme l'expression d'une amitié sincère. Certains pays de la Communauté économique européenne ont discrètement normalisé leurs relations avec la Bolivie (Allemagne occidentale, Grande Bretagne, Italie, France) dans le seul but de défendre certains de leurs ressortissants qu'ils estimaient en butte à des mesures répressives.

Dans aucun des organismes internationaux, tels que les assemblées de l'ONU et de l'OEA, les groupes régionaux du Bassin de l'Amazonie, de la Plata et l'ALADI, il n'a pu être pris de contacts favorables. La Bolivie y a été représentée mais sa présence n'a retenu l'attention de personne. Le parlement européen a approuvé une résolution suspendant toute aide à la Bolivie et "exigeant" l'investiture immédiate d'un des candidats qui participaient aux dernières élections; cette décision n'a, à aucun moment, été contestée par notre pays. Le gouvernement des Etats-Unis, qui avait exagérément fait pression sur la Bolivie pour qu'elle renonce à toute action de force contre un régime facilitant l'action de l'extrémisme, a joué de son influence auprès de nombreux gouvernements étrangers pour qu'ils s'abstiennent de reconnaître le gouvernement bolivien. Il est même allé jusqu'à reprocher à certains pays comme le Japon et Israël d'avoir normalisé leurs relations avec la Bolivie.

En résumé, la Bolivie s'est trouvée en situation d'isolement, mais au cours de cette phase les facteurs politiques ont été les seuls déterminants.

Il faut souligner que, si les Etats-Unis ont pris une position franchement contraire à l'actuel gouvernement bolivien, c'est parce qu'ils disposaient d'une arme puissante en face de laquelle la Bolivie se trouvait sans défense. Les dénonciations sur le trafic de drogue et la participa-

tion de hauts fonctionnaires boliviens sont les obstacles majeurs à une normalisation des relations diplomatiques, avec la suspension conséquente des aides de toutes sortes.

Parce qu'ils sont un pays sérieusement touché par le trafic de drogue en provenance de centres de production situés en dehors de leurs frontières, les Etats-Unis ont toujours fait preuve d'une préoccupation croissante dans le développement du trafic international de la drogue. La preuve en est dans l'aide offerte à la Turquie pour supprimer la culture du pavot, matière première de l'opium. Ils ont fait pression pour que soit intensifiée la campagne contre le commerce de la drogue en pleine croissance. Le coup d'Etat militaire de septembre dernier, aux caractéristiques similaires à celui qui s'est produit dans notre pays, a permis aux Etats-Unis d'intensifier cette lutte. En raison de sa coopération, le gouvernement turc s'est vu concéder les plus grandes facilités; le régime du général Evran bénéficie du soutien total du gouvernement nord-américain.

Il n'en est malheureusement pas de même dans le cas bolivien. Le prestige du pays est en question, et l'image de marque de la Bolivie et des forces armées est en pleine détérioration. Des journaux nord-américains à l'influence nationale et internationale notoire, comme le Washington Post, le Time, le News Week, le El Herald de Miami et autres, ainsi que des programmes de télévision de grande audience dans le Nord, comme "60 minutes", comptant avec la participation des meilleurs journalistes américains et du sénateur démocrate Dennis de Concini, ancien fonctionnaire de l'organisme chargé du contrôle de la drogue, sans parler d'autres organisations: tous s'en prennent, avec une insistance implacable, au gouvernement bolivien qu'ils qualifient de "pratiquement impliqué dans le trafic de drogue". Dans leurs informations, ils en viennent à considérer notre gouvernement comme l'instrument de la mafia qui contrôle cette activité criminelle.

Il convient d'observer que les lois de la presse, dans des pays comme les Etats-Unis, sont extrêmement sévères en ce qui concerne la diffamation. Tout moyen de communication possède ses conseillers juridiques qui étudient de façon détaillée les accusations, afin d'éviter les procès et les réclamations en dommages et intérêts. Si la presse des Etats-Unis donne des noms et des faits concrets, on peut penser qu'elle est dûment documentée pour répondre à toute requête judiciaire.

Il faut noter qu'il n'y a eu aucune action menée par le gouvernement bolivien, tant au plan intérieur qu'à l'étranger, pour démentir les allégations avancées publiquement. On a estimé que de simples déclarations à l'intérieur du territoire national étaient de nature à réfuter de telles accusations. On oublie que la campagne doit être menée au-delà des frontières, en particulier là où l'offensive est la plus importante. Le pays et les forces armées en particulier subissent les conséquences d'une négligence aussi regrettable.

Les accusations ne se réfutent pas seulement par de beaux discours ou des commentaires sans fin, mais par des faits et des preuves solides et irréfutables. Malheureusement rien n'a été ni n'est fait réellement pour contrer, ne serait-ce que partiellement, cette intense campagne de discrédit. Tant que ne sera pas levé tout soupçon de connivence entre des

membres des forces armées et le trafic de drogue, il n'y aura pas de normalisation des relations avec les Etats-Unis. C'est là une déduction logique de tout ce qu'on peut observer au plan international. Alors que les Etats-Unis changent totalement d'attitude avec l'Argentine et le Chili, des pays où les violations des droits de l'homme et la répression ont atteint un degré impressionnant, la Bolivie se trouve réduite à la condition d'un pays contaminé avec lequel il n'est pas possible d'entretenir des relations diplomatiques. C'est là le résultat évident de la fabrication et de la commercialisation de la drogue sur notre territoire.

Rien n'est facilité ni résolu par l'appréhension de certaines quantité de feuilles de coca ou par l'arrestation d'individus non représentatifs. Les Etats-Unis ne sont guère intéressés par l'incarcération des petits fabricants ou par quelques opérations spectaculaires. Ce qui les intéresse c'est "la décapitation de l'organisation". Tant que la situation ne changera pas au plus haut niveau, on ne peut espérer une normalisation rapide des relations avec Washington. Ce qui est exigé là-bas, ce sont des preuves effectives, et non de simples déclarations ou propositions. Pour eux, le mal doit être coupé à la racine et non aux excroissances.

En ce qui concerne les droits de l'homme; le gouvernement Carter s'en est servi pour mener une campagne de chantage et de discrédit. Les éléments qualifiés de "libéraux", toute la gamme des extrémistes, a eu en charge la dite "défense" de ces droits. Alors que certains pays étaient accusés des pires violations, d'autres bénéficiaient de tolérance, comme la Corée du Sud et les Philippines. Il est certain qu'il y a eu des erreurs et des excès dans notre pays, mais jamais dans les proportions enregistrées dans d'autres parties du monde, ce qu'oublie actuellement les Etats-Unis dans leur condamnation.

L'extrémisme international n'a désormais plus d'éléments pour sa campagne de sensationnalisme et de discrédit. Il faut rappeler qu'à un moment donné, l'excès de certaines mesures répressives a permis à la presse internationale engagée de publier des informations absurdes. Mais à l'heure actuelle, il n'y a plus d'éléments qui puissent servir de fondement à des accusations sur les droits de l'homme.

Conclusions

1- L'objectif principal du gouvernement bolivien doit être d'améliorer son image de marque et de restaurer sa dignité sérieusement compromise. Il faut pour cela des comportements francs et positifs. Il faut faire la preuve, face aux Etats-Unis mais aussi au monde entier, qu'on combat impitoyablement le trafic de drogue et que les forces armées ont pris une attitude ferme pour en terminer avec cette activité illégale. C'est seulement quand il sera mis fin à ce trafic honteux, et quand aura disparu l'organisation qui a cloué la Bolivie au pilori international, que nous pourrons compter sur une coopération étrangère loyale et décidée. Jusque là, le pays continuera d'être au banc des accusés et de connaître l'isolement international.

2- Les Etats-Unis ont laissé clairement entendre qu'il faut sanctionner ceux qui dirigent le trafic de drogue et qui occupent des postes de responsabilité dans l'armée.

3- Ils exigent un contrôle accru sur la production de la coca et sur sa commercialisation.

4- Ils insistent sur la nécessité de mettre un terme à ces activités dans le Béni, région vers laquelle se déplacent les opérations jusqu'alors menées à Santa-Cruz.

5- Le gouvernement américain serait disposé à coopérer sur les plans tant économique que logistique pour mener une campagne réelle et efficace de suppression totale du trafic de la drogue, dans la mesure où le gouvernement bolivien donnerait évidemment des signes évidents dans ce sens.

6- S'il est fait preuve de sincérité dans le propos et de bonne volonté dans l'effort pour en terminer avec cette honte nationale, il est certain qu'une nouvelle ère commencera dans les relations avec les Etats-Unis et d'autres pays amis. D'ici là, ce n'est pas par de simples opérations de police, par des saisies réduites de chargements de coca et par des arrestations de quelques individus, qu'on avancera beaucoup sur le plan de la politique internationale. Nous continuerons d'être stigmatisés comme les plus grands trafiquants de drogue de l'hémisphère occidental, et de connaître l'isolement sans nourrir l'espoir qu'il y soit mis fin dans un délai plus ou moins bref.

Recommandations

Après avoir identifié les facteurs qui sont à l'origine de l'isolement international de la Bolivie et de son incapacité à prendre sa place dans la communauté des nations, il nous revient d'adopter les mesures appropriées et d'apporter les correctifs nécessaires pour faire disparaître les causes qui ont engendré cette situation.

Général Oscar Adriázola Valda, armée de l'air
président de la commission de
politique internationale

Amiral Orlando Roca Castedo
conseiller

Général Victor Castillo Suárez, armée de terre
conseiller

2- Lettre de la Centrale ouvrière bolivienne à l'épiscopat

Les travailleurs de Bolivie ont, dans les lettres pastorales collectives de l'Eglise (3), trouvé la réaffirmation constante de l'action des masses de la nation pour le retour, dans notre patrie, au respect des droits de l'homme et de la justice sociale, aujourd'hui violés par le gouvernement de fait.

Cette coïncidence dans les objectifs sur les exigences de base qui doivent servir de normes dans la vie publique du pays, rend indispensable le dialogue entre l'Eglise et l'organisation représentative des travailleurs boliviens, afin de fixer clairement la position des secteurs

(3) En particulier les déclarations à la suite du coup d'Etat (cf. DIAL D 644), la lettre pastorale du 8 septembre 1980 et la prise de position du conseil permanent de l'épiscopat du 30 janvier 1981 (cf. DIAL D 695) (NdT).

sociaux démocratiques devant les affirmations officielles et répétées d'une ouverture institutionnelle possible. C'est ainsi que la Centrale ouvrière bolivienne (COB) estime que la prochaine réunion de la conférence épiscopale est une occasion favorable pour recommencer une campagne en faveur du respect des droits de l'homme, en particulier celui des libertés syndicales dans notre pays.

Dans le long et difficile effort pour parvenir à une démocratie économique, il se peut que tous les objectifs ne soient pas atteints dans l'immédiat. Nous ne pensons pas non plus qu'il soit possible de les atteindre sans que soient auparavant respectées certaines exigences essentielles à tout processus institutionnel, exigences qui sont la garantie d'un minimum de justice sociale sur tous les points concrètement défendus par l'Eglise.

1- Depuis le moment où le gouvernement de fait s'est approprié la volonté populaire, la crise économique a constamment augmenté et pesé de tout son poids sur les classes salariées. Loin de réagir positivement à la crise, le gouvernement de fait a été négatif. Dans ces conditions, le train de mesures économiques a provoqué une hausse générale du coût de la vie, laquelle hausse a principalement atteint les secteurs populaires. Il est donc devenu nécessaire de procéder à un réajustement salarial tenant compte des secteurs sociaux à bas revenu, de façon à revaloriser leur pouvoir d'achat et permettre ainsi leur intégration totale dans l'économie nationale.

2- Nous ne pensons pas qu'il soit possible de normaliser les simples rapports du travail, ni non plus la participation consciente de la classe laborieuse au développement de l'économie nationale, sans le respect total de toutes les libertés syndicales. Nous considérons donc le rétablissement de ces droits comme le préalable à toute autre mesure de caractère politique, économique ou social. C'est seulement par l'exercice plénier des libertés syndicales qu'on pourra s'attaquer aux problèmes sociaux non résolus et aux besoins non satisfaits.

3- L'exercice des libertés syndicales suppose d'abord que les travailleurs aient le droit d'élire démocratiquement leurs dirigeants. C'est la seule manière de faire fonctionner le syndicalisme dont les représentants autorisés sont le canal sérieux, conscient et responsable pour les revendications de ses membres. Nous rejetons donc toute désignation de "délégués du travail" comme attentatoire au libre exercice de la démocratie des travailleurs.

4- Par ailleurs, l'arbitraire gouvernemental a privé toutes les organisations syndicales de l'usage de leurs locaux. Nous avons donc pour obligation d'exiger la restitution de ces locaux car ils ont été acquis grâce aux fonds collectés auprès des membres des différents syndicats; ces locaux leur appartiennent, puisqu'ils n'ont été ni donnés par l'Etat ni fournis par quiconque.

5- Selon l'opinion de la Centrale ouvrière bolivienne, on ne peut organiser une élection de dirigeants syndicaux, comme représentants des aspirations de la base, si le gouvernement de fait maintient des centaines d'entre eux, en exil, en détention ou assignation à résidence. C'est pourquoi nous estimons que, seule, une amnistie générale peut favoriser un processus de démocratisation du pays.

6- Sans liberté d'opinion et, donc, sans liberté de presse, aucun processus institutionnel ne peut être mené à bien. Le monologue actuel doit être remplacé par un dialogue entre tous les secteurs de la communauté nationale. La démocratie repose sur l'information et l'échange d'opinions; ce n'est qu'à ces conditions que le pouvoir de décision peut relever de la responsabilité de tous les citoyens. La restitution aux organisations syndicales des émetteurs de radio qui leur appartiennent, est également une condition indispensable au moment où l'on parle d'ouverture institutionnelle.

7- Dans ce triste et tragique jour du 15 janvier dernier, huit dirigeants importants et bien connus dans l'opinion publique nationale ont perdu la vie (4), dont le camarade Artemio Camargo Crespo, dirigeant de la Fédération syndicale des travailleurs de la mine de Bolivie (FSTMB). Nous estimons que c'est un acte humanitaire et chrétien, pour la consolation de sa famille, que la détermination des responsabilités dans cette affaire et le total éclaircissement des faits.

Toutes et chacune de ces mesures ainsi rappelées correspondent aux principes les plus élémentaires de la justice sociale. Aucune d'elles ne peut être remise à plus tard sans qu'il soit porté atteinte aux notions élémentaires de dignité du travail et de la vie humaine. Le croire, ce serait chercher à institutionnaliser un gouvernement de fait, et non enclancher un processus d'ouverture démocratique. La mise en oeuvre de ces mesures ne peut donc être partielle, limitée ou restreinte; s'il en était ainsi, on ne ferait que repousser les perspectives de vie démocratique prônées par les boliviens, et qu'accentuer l'antagonisme introduit par la violence, de façon injuste et inutile, dans la famille bolivienne.

Pour le comité exécutif de la COB

Gonzalo Guzmán
Jesús Diez
Walter Delgadillo
Raúl Omireis
Oscar Salas
Humberto Ochoa

La Paz, 12 mars 1981

(4) Cf. DIAL D 695 (NdT).

(Traduction - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441